

Conférence économique internationale

Pour les pays industrialisés, il est très commode de conclure des ententes sur les denrées à certains moments. L'une de ces ententes qui a été très avantageuse pour les Canadiens est l'Accord international sur le blé qui, malheureusement, a été supprimé. Il garantissait un prix équitable aux producteurs et un plafond aux pays consommateurs; le prix de vente fluctuait entre ces deux niveaux et était avantageux tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

Depuis 15 ans, certains d'entre nous exhortons le gouvernement du Canada à conclure un accord sur le sucre, ce qui serait très avantageux pour les pays des Antilles. Quand nous l'avons proposé au début, on nous a dit que le prix du sucre était tellement élevé que ce n'était pas le moment de conclure une entente avec les pays producteurs de sucre; quand le prix a baissé à 4c. la livre, on nous a dit que ce n'était pas le moment de conclure une entente parce que nous pouvions acheter le sucre beaucoup moins cher que le prix plancher.

N'empêche que nous payons maintenant parce que les pays industrialisés, y compris le Canada, n'ont pas enquêté ni conclu des accords et des ententes sur les denrées qui auraient donné aux pays en voie de développement au moins un prix minimum garanti pour leurs produits et qui auraient quelque rapport avec le coût des produits que ces pays doivent acheter des nations industrialisées.

Il en est de même pour les dettes. Je suis heureux, bien sûr, comme tous les Canadiens, que le gouvernement ait décidé d'apurer des dettes de 254 millions de dollars au profit des pays en voie de développement, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans la mer vu l'ampleur du problème. J'ai vu des chiffres qui montrent que, dans certains pays en voie de développement, les frais des dettes internationales actuelles dépassent l'aide étrangère qu'ils reçoivent. Si les pays industrialisés désirent établir de bonnes relations avec les pays en voie de développement, ils devront peut-être liquider des dettes bien plus considérables. Je ne parle pas ainsi pour critiquer le ministre; il n'est pas responsable des politiques des pays industrialisés qui participaient à la conférence. Les puissances occidentales devront toutefois reconnaître que nous sommes en train de payer le prix de 200 années d'impérialisme économique et que les pays en voie de développement se sentent encore, à juste titre, exploités par les nations industrialisées.

J'ai l'impression que les propositions soumises à cette conférence par les pays industrialisés peuvent se résumer en peu de mots: "trop peu et trop tard", car nous travaillons contre la montre dans nos efforts pour établir de bonnes relations entre le Nord et le Sud.

● (1530)

Je suis sûr que tous les députés sont déçus, comme le ministre, que les pays de l'OPEP n'aient pas réussi à se mettre d'accord pour poursuivre les négociations. Franchement, le monde court à la catastrophe dans le domaine de l'énergie, le pétrole en particulier. D'ici à 1990, la majorité des pays du monde occidental dépendront en grande partie du pétrole produit par les pays de l'OPEP, et d'ici la fin du siècle, l'Arabie saoudite sera sans doute le seul pays à exporter du

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

pétrole. Le danger, c'est qu'en essayant de se protéger contre une éventuelle restriction des approvisionnements en pétrole, les pays les plus développés se replieront sur eux-mêmes et prendront des mesures qui ne pourront qu'aggraver les conflits et les mésententes.

Le ministre a déclaré que la conférence était terminée et que d'autres organismes internationaux vont poursuivre son travail. Cela m'inquiète, car tous ces organismes internationaux agissent dans leurs limites respectives. La Conférence sur la coopération économique internationale était digne d'intérêt justement parce qu'elle partait d'un point de vue général et essayait d'inciter les gouvernements à s'attaquer au problème essentiel, l'écart croissant de revenus entre les pays riches et les pays pauvres du monde. J'espère que les autres organismes internationaux poursuivront le même objectif, mais j'en doute fort.

Je félicite le ministre de sa participation. Si la conférence n'a pas été couronnée de succès comme il l'espérait, ce n'est pas de sa faute. Il a fait un apport véritable et des efforts louables.

En terminant, je l'exhorte, ainsi que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson), à faire tout son possible pour veiller à maintenir le dialogue entre les pays riches et les pays pauvres du monde. Je dis cela non pas par idéologie, mais parce que nous devons reconnaître que la mauvaise répartition des revenus dans le monde ne peut qu'être cause de conflit international, et la poursuite du dialogue est indispensable si l'on veut assurer la survie de l'humanité.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, au nom du Parti Crédit Social du Canada je tiens à féliciter l'honorable ministre pour son long et pénible travail alors qu'il nous dit que la Conférence a duré plus de 18 mois. Aujourd'hui, il a bien voulu donner ses impressions sur le travail accompli et sur les quelques succès remportés, mais en même temps il se déclare un peu déçu de cette conférence. Monsieur le président, je crois que si le ministre semble un peu déçu aujourd'hui, il est tout naturel, à mon avis, que lorsque deux mondes se rencontrent, soit celui des pays sous-développés et celui des pays industrialisés, il est bien entendu que les pays sous-développés, au départ, se sentent inférieurs et, par conséquent, très méfiants.

Lorsque nous lisons le rapport du ministre, c'est un peu ce qui ressort de ces discussions. Le ministre nous parle de confrontations. Je crois qu'il est très normal et même humain d'avoir des confrontations puisqu'il y en a même entre les pays industrialisés et parfois entre les membres d'un même gouvernement. Nous nous rappelons qu'en 1975 les confrontations ont été publiques, alors que M. Turner faisait échec publiquement aux décisions de Gérin-Lajoie, qui était anciennement président de l'ACDI. Je crois qu'il est nécessaire que ces confrontations aient lieu, mais il faut en profiter pour aborder ces problèmes dans un esprit de coopération, c'est-à-dire dans un dialogue franc et, de temps en temps, tenter de se mettre à la place de l'autre.